

# Investir ou consommer ?

Philippe Thiriart

Propagés par les gouvernements, certains mythes économiques perdurent malgré l'endettement croissant du consommateur. Un certain laxisme nous invite à profiter de la vie plutôt que d'investir dans le progrès technologique et le développement durable. Regard lucide sur une société surendettée face à la concurrence mondiale.

## Résumé

Depuis une quinzaine d'années, l'économie nord-américaine n'a pas connu de récession sérieuse (malgré quelques reculs boursiers et difficultés pour les institutions financières). Les gouvernements et la population dépensent allègrement en ayant l'impression de consolider l'économie. Par conséquent, ils se retrouvent très endettés. Mais ces dépenses constituent-elles des investissements permettant d'améliorer la productivité future ? Ou sont-elles en bonne partie des consommations qui réduiront notre richesse future ? Qu'en est-il de l'achat de maisons unifamiliales, du financement des soins médicaux et de l'enseignement supérieur ? En outre, la façon dont l'immigration est gérée au Canada constitue-t-elle un investissement ? Nous verrons que ces dépenses ne constituent que partiellement un investissement pour l'avenir économique du Québec et du Canada. Si nous voulons tout à la fois maintenir notre niveau de vie, consolider les services de l'État, restreindre la pollution et résister à la concurrence industrielle venant de pays comme la Chine et l'Inde, il nous faudra réapprendre à épargner et améliorer notre productivité. Si nous n'y arrivons pas, nous aurons à nous adapter à une certaine simplicité involontaire.

### Un optimisme économique superficiel

Les commerçants et les gouvernements nous incitent à l'optimisme économique. Plus nous consommons, plus ils récoltent d'argent sous forme de bénéfices ou de taxes. De fait, en septembre 2007, les

Québécois sont toujours optimistes face aux perspectives économiques. Les difficultés de plusieurs institutions financières américaines durant l'été 2007 ne les ont guère troublés. Quelques Québécois se réjouissent peut-être même des difficultés des États-Unis parce qu'ils ne réalisent pas combien notre avenir économique est intimement lié au leur. Si l'économie américaine s'écroule, celle du Québec suivra.

Plusieurs économistes qui ne sont pas au service des gouvernements ou des commerçants expriment leurs craintes à propos du développement économique à moyen terme de l'Amérique du Nord. En effet, sa prospérité actuelle repose principalement sur l'endettement et la consommation, et secondairement sur l'investissement pour l'amélioration de la productivité future, de sorte qu'elle est fragile. Elle pourrait s'évaporer. Mais qui s'intéresse aux jérémiades de quelques économistes<sup>1</sup> ?

Après la crise boursière de 2000 et les attentats du 11 septembre 2001, une récession économique aurait dû se produire. Normalement, une économie de marché progresse par phases d'expansion et de récession. Les récessions (qu'on souhaite quand même modérées) sont utiles pour le développement économique à long terme parce qu'elles éliminent les entreprises les moins performantes et libèrent ainsi des ressources pour des entreprises plus prometteuses. Tout comme l'évolution darwiniste, l'économie de marché progresse par destruction créatrice<sup>2</sup>.

Néanmoins, il n'y eut presque pas de récession en 2001 grâce à l'accroissement de la masse monétaire.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le président américain Georges W. Bush a exhorté la population à continuer à consommer. Sous la direction d'Alan Greenspan, la Réserve fédérale américaine (*Federal Reserve System*) a baissé radicalement les taux d'intérêt pour faciliter le crédit. En même temps, l'épargne de plusieurs autres pays est venue à l'aide de l'Amérique du Nord. En effet, des pays grands exportateurs de pétrole, comme l'Arabie Saoudite, avaient beaucoup d'argent à placer. En outre, les pays asiatiques en développement économique accéléré, comme la Chine, disposaient à la fois d'une grande quantité de marchandises à vendre et d'un haut taux d'épargne.

Ainsi, des milliers de milliards de dollars provenant de ces épargnes ont été prêtés ou ont servi à acheter des entreprises aux États-Unis et dans d'autres pays occidentaux, de sorte que ces derniers ont continué à importer les marchandises produites en Asie. Ces milliards offerts en prêts ou en rachats d'entreprises occidentales ont abaissé les taux d'intérêt. Ces bas taux d'intérêt ont incité les gens à s'endetter plutôt qu'à épargner, ce qui a favorisé la consommation<sup>3</sup>.

Les taux de chômage sont restés faibles et ont même diminué, ce qui a rendu les gens optimistes. Par contre, cette activation économique a conduit à une consommation effrénée et à un endettement excessif. Elle a gonflé l'emprunt d'argent à l'étranger et la prévalence des importations sur les exportations aux États-Unis et au Québec. Elle s'est aussi accompagnée de nombreuses fermetures d'usines. Une première illusion des Nord-américains est de croire qu'ils méritent de pouvoir emprunter facilement de l'argent pour le dépenser en consommations diverses. (« Parce que vous le valez bien », dit une publicité de produits cosmétiques assez coûteux.) Une deuxième illusion consiste à croire qu'en dépensant comme des riches, on devient réellement plus riches.

### Une solution à court terme

Depuis 2001, comme les taux d'intérêt étaient bas, bien des gens ont voulu s'acheter un logement. Cette augmentation de la demande pour les maisons a entraîné l'augmentation de leur valeur spéculative. Selon moi, cette augmentation est une inflation déguisée. En effet, l'augmentation du prix des maisons n'est pas comptabilisée dans le calcul de l'inflation (contrairement à l'augmentation du coût des loyers). Il est certes souhaitable qu'une nation possède des habitations lui permettant de bien loger sa population. Mais l'augmentation de la valeur spéculative de ces habitations n'en augmente pas la valeur intrinsèque. Une maison reste la même, qu'elle soit évaluée à 150 000 \$ ou à 200 000 \$.

Lorsque le propriétaire d'une maison constate qu'elle a augmenté de valeur spéculative, il se sent plus riche et il est tenté d'accroître sa dette hypothécaire pour s'offrir des consommations diverses. Ainsi, cet endettement constitue une mesure de stimulation monétaire. De façon générale, « une mesure de stimulation monétaire imprévue favorise la croissance économique à court terme ». Néanmoins, « une politique destinée à réduire le chômage à court terme pourrait finalement le faire augmenter à long terme ». Depuis 2001, l'Amérique du Nord se trouverait-elle en situation de suremploi précaire qui pourrait être suivie d'une dépression économique sérieuse.<sup>4</sup> ?

Pour pouvoir continuer à consommer avec la conscience tranquille, on s'imagine faire des investissements. Justement, là est le leurre. Les banques et les caisses populaires nous encouragent à penser ainsi. En majeure partie, leurs bénéfices proviennent du fait que nous vivons à crédit. Ces institutions financières présentent le fait d'emprunter pour effectuer un voyage, pour s'acheter une automobile, un chalet ou une maison unifamiliale comme un investissement pour la vie personnelle et pour le pays. Mais s'agit-il bien d'un investissement comme les économistes le définissent ?

### Qu'est-ce qu'un investissement ?

À strictement parler, l'achat d'une activité ou d'un objet ne peut être considéré comme un investissement économique que s'il accroît la capacité de produire ou d'acheter davantage dans le futur. Comme une dépense de consommation accroît le bien-être à court terme, mais diminue le pouvoir de production ou d'achat à long terme, il ne peut s'agir d'un investissement. Une dépense ne peut être considérée comme un investissement que si elle accroît la capacité future de production ou d'achat de bien-être, et ce, pour une quantité égale de travail.

Par exemple, un individu investit lorsqu'il se prive d'un revenu actuel (coût financier) pour entreprendre des études difficiles et accaparantes (coûts mentaux), qui plus tard lui permettront d'obtenir un emploi mieux rémunéré (gain financier), plus prestigieux et censé être plus intéressant (gains mentaux). Au cours de sa vie, il n'aura pas nécessairement travaillé un plus grand nombre total d'heures, mais il aura gagné davantage par heure travaillée. Néanmoins, comme on le verra plus loin, certains types de scolarité ne constituent pas un investissement économique pour l'individu ou le pays.

Aujourd'hui, en Amérique du Nord, les ménages épargnent dix fois moins qu'il y a une vingtaine d'années. Par exemple en 1985, les ménages québécois épargnaient 13,3 pour cent de leur revenu. En 2006, ils n'en épargnent plus que 1,2 pour cent<sup>5</sup>. De leur côté, les ménages américains ont une épargne légèrement négative. Or, pour qu'une société puisse investir, il faut d'abord que ses citoyens (et ses entreprises) épargnent. Ensuite, l'argent épargné peut servir à l'achat d'équipements perfectionnés et à la formation des travailleurs en vue d'une utilisation plus efficiente de ces équipements. Il s'agit de produire davantage avec une même quantité de travail, donc à des coûts moindres.

En effet, comme nous aimons consommer des biens et des services importés de l'étranger, nous devons pouvoir exporter à prix concurrentiels des biens et des services produits localement. Pour pouvoir importer des vins français, des voitures japonaises et des voyages à l'étranger, nous devons exporter des marchandises et des services à des prix concurrentiels. Nous devons devenir plus productifs pour rester concurrentiels et pour pouvoir exporter suffisamment. Une nation qui, année après année, importe davantage qu'elle n'exporte ne peut que s'appauvrir<sup>6</sup>. Depuis plusieurs années, les États-Unis et le Québec s'enfoncent dans cette situation. (Pour le moment, le Canada s'en sort mieux, notamment grâce à ses exportations de pétrole.)

### La science économique n'est pas populaire

Le biologiste français Jean Rostand, autrefois célèbre, aurait déclaré : « Ce qui est grave ce n'est pas tant que les gens croient au paranormal, c'est qu'ils jugent de choses sérieuses avec des têtes qui croient au paranormal »<sup>7</sup>. L'économie est une chose sérieuse. La plupart des gens considèrent qu'ils mériteraient d'avoir plus d'argent et que cet argent supplémentaire les rendrait nettement plus heureux (ce qui est plutôt vrai pour la satisfaction sociocognitive, mais habituellement faux pour le bonheur de base)<sup>8</sup>.

Les gens se disputent avec leur conjoint ou avec leurs enfants à propos de la façon de dépenser l'argent du ménage. Les employés de l'État font des grèves qui perturbent la population pour accroître leur pouvoir d'achat ou empêcher qu'il diminue. Ainsi, obtenir plus d'argent à dépenser apparaît très important pour beaucoup de gens, qui ont leurs opinions sur ce que les gouvernements devraient faire ou ne pas faire en économie. Souvent les gens adoptent une position égocentrique : ce qui leur semble avantageux doit forcément être bon pour la société en général.

Malheureusement, la majorité de nos élus politiques ne sont guère plus instruits que la population générale en discipline économique. Ils voient surtout les avantages apparents à court terme d'une mesure gouvernementale et négligent d'en envisager les répercussions à long terme. Par exemple, selon l'analyste économique Claude Picher, le règne de Pierre Elliott Trudeau à la tête du Canada (1968-1984) fit reculer le pays par rapport aux autres nations industrialisées<sup>9</sup>.

Les gens évitent presque tous de suivre des cours ou de lire des ouvrages en économie (la science de l'économie). Pour se justifier, ils laissent souvent entendre que l'approche économique est sans grand intérêt humain. Chez les étudiants en sciences humaines, l'économie est la matière la moins populaire, notamment parce qu'elle adopte une approche objectiviste et qu'elle fait appel à des raisonnements quantitatifs complexes. Quant à moi, je crois que l'économie est d'un grand intérêt humain puisqu'elle se préoccupe du niveau de vie de l'ensemble de la population. En outre, ce sont des recherches économiques rigoureuses qui ont fini par convaincre les gouvernements occidentaux que les coûts socio-médicaux du tabac étaient plus importants que le montant récolté par les taxes. Ce sont également des recherches économiques qui permettent de chiffrer le coût de la pollution<sup>10</sup>.

### Le coût de la satisfaction de nos désirs

Bien des gens ne connaissent pas les coûts réels de la satisfaction de leurs désirs. « Une enquête réalisée à l'Université Laval en 2004 a révélé que quatre jeunes adultes sur dix ignoraient que lorsqu'on paie le montant minimal indiqué sur le relevé mensuel, un intérêt est tout de même calculé sur le solde » et sur les nouveaux achats<sup>11</sup>. Les gens préfèrent sous-estimer les coûts de leurs désirs pour se persuader qu'ils agissent de façon raisonnable. Par exemple, ils sous-estiment typiquement le coût de posséder une automobile neuve. Ils préfèrent ne pas savoir qu'une voiture neuve moyenne utilisée pendant quatre années les allègera d'environ 40 000 \$, ou 0,50 \$ le kilomètre<sup>12</sup>. Le réseau des Caisses populaires Desjardins rembourse 0,41 \$/km à ses représentants qui se rendent chez les clients, ce qui correspond approximativement au coût d'une voiture compacte d'âge moyen.

Quel est le coût réel de l'achat d'une maison ? Plusieurs locataires éprouvent du ressentiment à l'égard de leur propriétaire. Psychologiquement, on n'aime guère payer un loyer à un propriétaire alors qu'il ne nous reste rien de permanent en retour. On a l'impression que le privilège (l'argent) et le prestige vont plutôt au propriétaire (le logement continue à

lui appartenir). Par contre, en devenant propriétaire d'une maison unifamiliale ou d'un logement en copropriété, on a le sentiment d'acquérir du prestige, d'être maître chez soi et de cesser de privilégier un locateur à nos dépens. On a l'impression de s'enrichir.

Nous voulons satisfaire nos désirs tout en prétendant agir de façon raisonnable. La plupart des acheteurs d'une maison unifamiliale veulent se persuader qu'ils font un investissement. Pourtant, sur le plan économique, il s'agit d'une consommation ou, rarement, d'un placement spéculatif<sup>13</sup>. En effet, une maison unifamiliale ne rapporte pas de revenu et les propriétaires de maison dépensent en moyenne nettement plus que les locataires pour se loger. Par contre, ces propriétaires disposent d'une plus grande surface habitable et d'un plus grand terrain, tout en étant habituellement moins dérangés par les voisins. La possession d'une maison augmentera leur bien-être s'ils ne sont pas obligés de faire des heures supplémentaires pour la payer et s'ils ont assez de temps libre pour en jouir.

De temps à autre, les pages économiques des journaux rappellent le coût réel de posséder une unité individuelle d'habitation. Ce coût réel dépend du capital initial disponible, des bénéfices qui auraient pu être obtenus autrement au moyen de ce capital, du taux hypothécaire, des impôts fonciers, des réparations à faire, de l'évolution de la valeur de la maison, etc. En fonction de ces variables, une maison ou un appartement en copropriété payé 200 000 \$ coûte de 1 500 \$ à 2 000 \$ par mois à fonds perdus<sup>14</sup>. Si on achète un logement au plus bas prix pour le revendre quand le prix atteint un sommet, on peut parler d'une spéculation assez réussie. Mais bien des gens décident d'acheter un logement quand ils s'aperçoivent que les prix sont en train d'augmenter. Ils se laissent facilement persuader par les agents immobiliers et les banques que cette croissance ne s'arrêtera pas. Les constructeurs de maisons peuvent aussi se leurrer en continuant à mettre de nombreux logements en chantier alors que le marché approche de la saturation.

### Un investissement personnel douteux

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le pouvoir d'achat des gens s'est multiplié. Ils ont acquis beaucoup plus d'objets et ils ont besoin de logements plus grands pour entreposer ces acquisitions. Après peu d'années, le coût d'entreposage dépasse la valeur des objets conservés. Les gens désirent aussi des résidences d'apparence plus luxueuse. Il est donc normal que

le coût des maisons ait augmenté. Mais relativement au pouvoir d'achat des gens, le coût du mètre carré a baissé puisque, justement, ils peuvent s'offrir des logements nettement plus vastes.

Depuis l'année 2001, la valeur spéculative des maisons unifamiliales a fortement augmenté (bien plus que les coûts des loyers au Québec). La chute de la bourse en 2001 et les scandales financiers (Enron, Nortel) ont incité la classe moyenne à investir davantage dans l'immobilier. En maintenant les taux d'intérêt bas, les gouvernements ont provoqué une demande plus forte pour les maisons dont la valeur spéculative s'est accrue. Les propriétaires de maisons se sont sentis plus riches et ont accru la dette hypothécaire sur leur maison pour consommer davantage. Depuis 2001, ce surendettement a permis à l'économie nord-américaine de continuer à tourner à haut régime.

Que va-t-il se passer à moyen terme ? Bientôt un plus grand nombre de propriétaires vieillissants voudront revendre leurs maisons. Les jeunes adultes voulant fonder une famille devraient racheter ces maisons. Mais ces jeunes adultes ne seront pas nombreux comparativement à la masse des baby-boomers. « [Au Québec], d'ici 25 ans, la population des 65 ans et plus aura augmenté d'un million, alors que celle des 15 à 64 ans aura diminué de 500 000 »<sup>15</sup>. En outre, les jeunes adultes ont des emplois plus instables qu'autrefois. D'autres n'auront pas d'enfants parce qu'ils préfèrent sortir souvent et voyager. Et on entend souvent dire que la classe moyenne est en train de s'appauvrir ou va s'appauvrir. Par conséquent, il est prévisible que la valeur spéculative des maisons diminue nettement d'ici peu.

Bien sûr, les banques, qui font la majorité de leurs profits en offrant des prêts hypothécaires et des prêts à la consommation, prétendent le contraire. En fait, la valeur des maisons baisse aux États-Unis. Le nombre de gens incapables de payer leurs mensualités hypothécaires et qui perdent leur maison s'y accroît rapidement<sup>16</sup>. Lorsque les taux hypothécaires augmentent et que le prix des maisons baisse, les propriétaires qui sont financièrement étranglés s'accrochent habituellement à leur maison le plus longtemps possible. Ainsi, l'institution prêteuse continue à récolter les intérêts. Si elle reprend possession d'une maison (reprise de finance), cette dernière a normalement déjà été payée en partie, de sorte qu'en principe l'institution financière devrait pouvoir la revendre sans y perdre.

En pratique, durant l'été 2007, ces institutions sont nombreuses à avoir fait faillite aux États-Unis. Et les grandes banques qui avaient racheté les créances de ces institutions ont perdu pas mal d'argent. Pour

## Éthique

leur part, les propriétaires dépossédés auront dépensé beaucoup d'argent et se retrouvent les mains vides.

Quand les gens ont l'impression d'avoir fait un bon coup, ils s'en vantent facilement autour d'eux. Lorsqu'ils subissent des pertes, parfois ils ne s'en rendent même pas compte parce qu'ils n'effectuent pas tous les calculs requis. S'ils s'en rendent compte, ils n'en parlent qu'aux personnes les plus intimes. Par conséquent, l'opinion publique véhicule à tort que l'achat d'un logement est un investissement facilement rentable.

Au Québec, la valeur foncière des immeubles résidentiels constitue la moitié des actifs (ou de la richesse) des ménages<sup>17</sup>. Si vous êtes propriétaire d'une maison évaluée à 200 000 \$ et que votre prêt hypothécaire s'élève à 150 000 \$, votre richesse foncière est de 50 000 \$. Par la suite, si la valeur spéculative de la maison tombe à 150 000 \$, votre richesse immobilière devient nulle. En somme, l'achat d'une unité individuelle d'habitation est une consommation qui améliore habituellement notre satisfaction, mais il s'agit rarement d'un investissement financier. Nous sommes un peu plus satisfaits que si nous n'avions pas de maison, mais notre capacité d'acheter d'autres satisfactions dans le futur est rarement accrue<sup>18</sup>.

### L'ignorance mène à l'endettement

Il est inévitable que de nombreuses personnes, disposant de revenus confortables, se retrouvent néanmoins très endettées si elles préfèrent ne pas savoir ce que leurs consommations leur coûtent réellement. C'est ainsi que la dette des ménages canadiens a dépassé 120 % des revenus disponibles. (Ce taux est de 150 % aux États-Unis.)<sup>19</sup> Cette dette est hypothécaire pour les deux tiers. En principe, si les gens vendaient leur maison au bon moment, ils pourraient se libérer de cette dette hypothécaire.

Par ailleurs, les dettes de consommation non hypothécaires correspondent à 40 % des revenus des ménages : « À ce jour, 40 % de ce qui reste aux ménages canadiens après avoir payé leurs impôts équivaut à ce qu'ils auront à payer en dette à plus ou moins long terme (meubles, cartes de crédit, automobiles) »<sup>20</sup>. On peut prévoir que les gens seront nombreux à devoir travailler après l'âge de la retraite, à moins qu'ils déclarent une faillite personnelle afin de bénéficier du maximum d'aide des gouvernements. Tout comme plusieurs jeunes adultes déclaraient faillite pour effacer leurs dettes d'études, on observe des personnes âgées qui déclarent faillite<sup>21</sup>.

### Un investissement collectif douteux

La construction de maisons unifamiliales constitue-t-elle un investissement productif pour le pays ? À nouveau, la réponse est plutôt négative. Si l'argent dépensé pour construire des vastes maisons unifamiliales avait été investi dans la formation de technologues de pointe et dans des outils de production ultramodernes, il aurait clairement constitué un investissement productif. « Le progrès technologique est de loin la principale raison de l'augmentation de la production au cours des deux derniers siècles. Grâce au progrès technologique, au Canada, un agriculteur peut aujourd'hui nourrir 100 personnes, et un travailleur de l'automobile peut produire presque 14 véhicules par année »<sup>22</sup>.

En outre, les pays les plus avancés technologiquement protègent habituellement moins mal leur environnement. Pour continuer à produire, donc à consommer, avec le minimum de pollution, il faut faire appel à des technologies avancées. Vaut-il la peine de vivre dans des maisons luxueuses si l'air extérieur devient irrespirable (notamment à cause des foyers à bois !) ? Même si vivre dans un pays bien pourvu de maisons unifamiliales spacieuses accroît la qualité de vie, l'effet sur la productivité des gens qui y vivent est douteux.

### Le traitement coûteux des maladies

Les dépenses effectuées pour soigner les gens sont-elles un investissement pour le pays ? Je considère que seulement une partie des dépenses dans le traitement des maladies sont des dépenses d'investissement qui accroissent la productivité des travailleurs ou l'empêchent de baisser. Les importants frais médicaux pour les retraités et les gens affectés d'une maladie handicapante irréversible ne contribuent pas à la production de richesse. À Singapour, petit pays très dynamique économiquement, l'agence gouvernementale limite son aide à 70 000 \$ par année, avec un maximum de 200 000 \$ au cours de la vie. En outre, l'agence gouvernementale refuse de payer des interventions médicales coûteuses aux personnes âgées de plus de 75 ans<sup>23</sup>. Je prévois que d'ici une dizaine d'années, l'État québécois évitera de me fournir une intervention médicale coûteuse, même si ma vie est directement menacée. Il faut bien mourir un jour !

Les soins médicaux accroissent-ils toujours la qualité de vie de ceux qui les reçoivent ? Dans bien des cas, ces traitements maintiennent les patients dans un état de demi-maladie sans leur permettre de réintégrer le marché du travail. (Plus encore, s'ils disposent d'une forme d'assurance-invalidité, de nombreux individus exagèrent leurs symptômes pour éviter de retourner travailler.) J'ai connu un

homme qui a bénéficié d'une greffe de cœur à 54 ans. Il a survécu une dizaine d'années. Néanmoins, il n'a jamais pu travailler sérieusement après la greffe. De plus, ces dix années ont été pénibles. Les complications et les réhospitalisations étaient fréquentes. À quelques reprises, il a regretté de ne pas être mort. Le traitement de sa maladie a dû coûter près de un million de dollars à la collectivité. Ce ne fut ni un apport à sa qualité de vie ni un investissement productif pour la société.

Bien sûr, nous désirons disposer de soins médicaux qui éloignent le spectre de la mort ou de l'invalidité complète. Mais dans l'ensemble, ces traitements médicaux n'augmentent que partiellement la capacité productive de la population. Ils constituent autant une consommation qu'un investissement.

Une meilleure hygiène de vie et un environnement plus sain seraient un meilleur investissement de ce point de vue. Même si l'État québécois a entrepris la guerre à la consommation de tabac, il continue à encourager la croissance de la consommation d'alcool en utilisant des méthodes raffinées et efficaces de publicité. Ainsi, la proportion des adultes québécois qui boivent de l'alcool au moins une fois par semaine est passée de 29 % en 1991 à 48 % en 2007. Comme il y a davantage de consommateurs d'alcool que de consommateurs de drogues illégales, l'alcool nuit plusieurs fois plus à la productivité économique que les drogues illégales<sup>24</sup>.

### **La scolarisation, toujours un investissement ?**

« Les gouvernements peuvent augmenter le potentiel de croissance d'une économie en finançant l'éducation de base – langue, mathématiques et sciences – et en s'assurant de sa qualité »<sup>25</sup>. Soulignons qu'il s'agit d'éducation de base. À la fin du secondaire, l'idéal serait qu'une petite majorité des élèves soit performante en langue, en mathématiques et en sciences. En fait, seulement une petite minorité l'est. Depuis une quarantaine d'années, l'enseignement de base en Amérique du Nord est devenu moins productif : on dépense plus d'argent par élève sans amélioration de ces connaissances de base. Selon Alan Greenspan, ex-président de la Réserve fédérale américaine, l'école secondaire échoue à produire des diplômés qui savent suffisamment bien lire, écrire et compter pour remplir les tâches de plus en plus conceptuelles requises par l'économie contemporaine. Il n'est pas étonnant que les inégalités de revenu s'accroissent entre ceux qui comptent et ceux qui ne comptent pas, même s'ils

ont passé de nombreuses années sur les bancs de l'école<sup>26</sup>.

Depuis longtemps, l'industrie canadienne manque d'ouvriers spécialisés ou de techniciens bien formés. En effet, ces spécialités attirent trop peu de jeunes gens doués. Depuis une trentaine d'années, la proportion des étudiants collégiaux et universitaires en technologie et en sciences a baissé par rapport à l'ensemble des étudiants. Durant les années 1960, le Rapport Parent, à la source de la création des cégeps<sup>27</sup>, souhaitait et prévoyait que les deux tiers des collégiens s'inscriraient dans des programmes techniques. Mais le contraire est arrivé, les deux tiers des collégiens ont préféré s'inscrire dans des programmes pré-universitaires, principalement dans des programmes qu'on peut qualifier de culturels (arts, littérature, philosophie, sciences humaines). Les sciences humaines (histoire, géographie, anthropologie, sociologie, psychologie, politique, économie) sont devenues un secteur très populaire. De fait, les sciences humaines sont attrayantes : on y traite de la vie des humains, de la façon dont la société fonctionne, de la place qu'elle devrait nous accorder, de l'expression de nos sentiments, du sens de la vie, etc.<sup>28</sup>.

### **Qualité ou quantité des diplômés ?**

Il est pertinent qu'une société dispose de diplômés universitaires de haut niveau dans ces disciplines. Ainsi, en 1967, à la création du réseau collégial, les départements universitaires en sciences humaines exigeaient que les collégiens suivent quatre cours de mathématiques au niveau collégial avant de se présenter à l'université. Ces cours de mathématiques devaient servir en principe à la formation d'une pensée rigoureuse et en pratique à la sélection des candidats les plus doués.

Mais cette imposante exigence relative aux mathématiques a rapidement disparu parce qu'elle tarissait la clientèle étudiante. Une préoccupation principale des institutions éducatives est devenue d'accroître ou de maintenir le nombre de clients qui y suivent des cours, puisque chaque client apporte un financement supplémentaire de la part du gouvernement. Plus il y a de clients dans une discipline, plus il y a de professeurs et de visibilité sociale. Depuis environ 25 ans, on enseigne des mathématiques très allégées aux collégiens en sciences humaines. Cette tendance vient tout récemment de s'accroître : pour être admis au niveau collégial, il ne sera plus nécessaire d'avoir réussi le cours régulier de mathématiques de la cinquième année du secondaire<sup>29</sup>.

Au début des années 1980, l'enseignement collégial en sciences humaines se voulait encore pré-universitaire. Les professeurs du collégial voulaient initier les collégiens à des études universitaires sérieuses et ils acceptaient de les sélectionner. La liberté d'entreprendre des études supérieures ne conférait pas le droit d'obtenir le diplôme. Par conséquent, un taux d'échec de 30 % dans un cours n'était pas anormal. Après 1983, le style de l'enseignement collégial en sciences humaines est passé du pré-universitaire au secondaire prolongé. On a admis des élèves très faibles qui auraient été refusés autrefois. Malgré les beaux programmes, on ne force plus en fait les étudiants à acquérir les compétences requises pour une carrière intellectuelle en sciences humaines. On évite de les sélectionner.

On se contente plutôt de leur présenter les sciences humaines de façon attrayante pour qu'ils gardent une impression favorable de leur compétence en ce domaine et que leur estime de soi les incite à continuer à se scolariser. Lorsqu'il y a sélection, ce sont les collégiens qui s'excluent eux-mêmes, par exemple en ne remettant pas des travaux demandés, ou en étant absents de la classe la moitié du temps. Par conséquent, il est malvenu pour un professeur de dépasser un taux d'échec de 10 % par cours. Ainsi, seulement une minorité des jeunes qui poursuivent des études en sciences humaines ont la vocation pour ce domaine. Les autres le font par facilité. J'ai pu vérifier au moyen d'une enquête personnelle qu'environ 20 % des collégiens en sciences humaines ont nettement les intérêts requis pour des études supérieures dans ce domaine <sup>30</sup>.

Mais tout cela coûte cher à la collectivité. Au Québec, le coût institutionnel d'un étudiant au niveau collégial général est de l'ordre de 11 000 \$ par année et au niveau universitaire, de l'ordre de 21 000 \$ par année <sup>31</sup>. Au niveau collégial, la scolarité est gratuite et, au niveau universitaire, l'étudiant n'en paie qu'environ 15 %. Au niveau universitaire, dans ces domaines culturels, à la recherche de ce qui les intéressera « vraiment », les étudiants sont nombreux à changer d'orientation, parfois à plusieurs reprises. Aussi, subventionnés par les contribuables, ils étirent le nombre d'années passées sur les bancs de l'école <sup>32</sup>.

En outre, le statut d'étudiant permet habituellement de continuer à bénéficier de l'aide des parents. Il permet aussi de s'imaginer de façon floue un avenir privilégié. Si les études ne sont pas trop astreignantes, elles laissent le temps de s'amuser avec les copains. Au collège où j'enseignais, j'ai vu un *party* de masse être organisé juste avant la période des examens.

## La rentabilité des études culturelles

Par la suite, seulement une minorité des diplômés en sciences humaines réussit à obtenir un emploi privilégié. On peut définir un emploi privilégié comme un emploi dans lequel on est relativement bien payé et dans lequel on ne subit pas l'obligation de résultat. On n'y produit pas des résultats évalués objectivement et dont dépend notre rémunération. Dans un emploi privilégié, il suffit de jouer son rôle de façon satisfaisante et de respecter les usages (l'éthique professionnelle) sans avoir à prouver une grande efficacité objective. Ces emplois privilégiés se trouvent souvent dans le secteur public et dans les professions reliées à l'humain (enseignement, droit, psychologie et même médecine).

Tous domaines confondus, les détenteurs d'un baccalauréat universitaire gagnent un peu plus que les détenteurs d'un DEC professionnel (diplôme d'études collégiales techniques). Les bacheliers qui ont choisi leur domaine en fonction du marché de l'emploi gagnent plutôt bien leur vie. Par conséquent, les bacheliers « culturels » gagnent en moyenne moins que les techniciens diplômés du collégial. Ils sont nombreux à devoir se contenter d'emplois subalternes dans le secteur privé <sup>33</sup>. Les commis de magasin deviennent de plus en plus scolarisés !

Plusieurs refusent cette réalité et reviennent démoralisés demander un support financier à leurs parents, et cela même parfois après l'âge de trente ans. Ils se perçoivent victimes d'une injustice puisqu'on leur avait répété l'adage « Qui s'instruit s'enrichit ». Ils avaient l'impression que n'importe quel diplôme d'études supérieures leur donnerait le droit d'accéder à un emploi privilégié. En somme, l'argent dépensé en scolarisation est assez souvent une forme de consommation. En restant étudiant, on achète d'une part un sursis prolongé avant de devoir affronter définitivement le monde du travail et d'autre part l'espoir vague qu'un avenir privilégié reste possible.

Ce type d'études culturelles rend-il au moins les gens plus heureux à long terme dans la vie ? Le contraire se produirait plutôt. « Des recherches récentes dans les pays riches démontrent de légères corrélations négatives entre le bonheur et le niveau de scolarité [...]. L'insatisfaction relative des gens très scolarisés provient sans doute du manque d'emplois correspondant à leurs qualifications et possiblement de la disparition progressive des avantages [historiquement] antérieurs avec le nivellement social » <sup>34</sup>. Autrement dit, si l'on obtient un diplôme d'études supérieures dans un domaine qui nous intéresse médiocrement et dans lequel on ne parvient pas à obtenir un emploi

privilegié, on sera plus insatisfait que si on avait affronté plus jeune le monde du travail à l'aide d'un cours technique ou de métier.

### L'endettement écrasant des États-Unis

Dans l'immédiat, construire des maisons unifamiliales, augmenter le financement des soins médicaux et garder plus de jeunes sur les bancs de l'école créent des emplois et font tourner l'économie. Mais ces dépenses ne constituent que très partiellement des investissements améliorant la productivité future du pays. Et l'argent de ces dépenses doit bien venir de quelque part. Lorsqu'un pays est en pleine croissance économique réelle, il dispose de ressources financières internes qui lui permettent d'accroître sa consommation en maisons, en soins médicaux et en études culturelles, et cela, sans trop nuire à ses investissements en instruments perfectionnés de production future.

Mais lorsque les productions d'un pays prennent du retard par rapport à ses consommations, ce pays est obligé d'emprunter à l'étranger l'argent nécessaire à ses consommations. C'est tout à fait la situation des États-Unis d'Amérique. Ils vivent lourdement à crédit. En moyenne, les ménages n'épargnent plus rien, les différents paliers de gouvernement sont en déficit et le pays achète beaucoup plus de biens à l'étranger qu'il ne peut en exporter en échange. Cette situation a commencé progressivement il y a une vingtaine d'années, mais elle s'est aggravée récemment de façon dramatique.

Quand une personne ne peut pas rembourser une petite somme d'argent à ses créanciers, elle a un problème. Quand une personne doit des sommes énormes à ses créanciers au point que sa stabilité financière est menacée, ce sont les créanciers qui ont un problème. Bien des pays prêtent de l'argent aux États-Unis. Le jour où les Américains ne pourront plus consommer, la valeur de leur dollar chutera brutalement et les autres pays se retrouveront avec des créances dévaluées et avec un excédent invendu de production. Et ce jour approche à grands pas<sup>35</sup>.

Comment a-t-on pu en arriver à une telle situation ? Je ne prétends pas connaître tous les aspects de cette conjoncture, mais je peux pointer quelques facteurs. En premier lieu, après la Deuxième Guerre mondiale, des gens riches du monde entier ont estimé que placer leur argent aux États-Unis était politiquement sécuritaire et économiquement rentable. Le degré de corruption était limité et leurs avoirs ne risquaient pas d'être confisqués par les politiciens. En outre, les lois américaines favorisaient le développement des entreprises.

En deuxième lieu, depuis 35 ans, le dollar américain est une monnaie d'échange internationale (non garantie par de l'or). Les autres pays ont entreposé d'énormes quantités de dollars américains comme réserve financière. Comme ils souhaitent que la valeur de leurs réserves ne descende pas trop bas, ils préfèrent soutenir le dollar. Avec un dollar relativement fort, les Américains peuvent importer plus de biens qu'ils n'en exportent.

En troisième lieu, les États-Unis jouent le rôle du gendarme dans le monde. Ils peuvent demander que certains autres pays les subventionnent indirectement pour cette tâche. Mais la dernière opération de « police » en Irak est ratée. L'instabilité politique du Moyen-Orient est plus grave qu'auparavant. Le coût élevé de cette guerre s'ajoute aux autres déficits américains. Toujours est-il que les États-Unis d'aujourd'hui peuvent être considérés comme un empire militaire qui vit à crédit et dont les créanciers redoutent la faillite. Au cours de l'histoire, il est souvent arrivé qu'un empire militaire déclare faillite et entraîne une partie de ses créanciers dans la ruine<sup>36</sup>.

### Le Canada et le Québec

Les États-Unis constituent le principal client du Canada et du Québec. « Les États-unis achètent 81 % des exportations du Canada et lui fournissent 66 % de ses importations »<sup>37</sup>. S'ils arrêtent d'acheter nos marchandises, nous nous retrouverons gravement en difficulté. Notre avenir économique est intimement lié à celui des États-Unis. En outre, le Québec est déjà fort endetté et il importe plus de biens de l'étranger qu'il ne peut en exporter. Ainsi, il ne dispose pas de marge de sécurité pour amortir une future crise économique.

Il ne faut pas croire que le Canada soit perdant dans ses échanges économiques actuels avec les États-Unis<sup>38</sup>. Quand ils cesseront d'acheter nos produits, nous perdrons de nombreux emplois. De façon générale, notre pouvoir d'achat baissera. Pour continuer à importer des biens de l'étranger et à y prendre des vacances, il nous faudra avoir d'autres biens concurrentiels à exporter.

### La lutte contre la pollution

Par ailleurs, ne pas produire de biens concurrentiels à exporter ne nous aidera guère à réduire la pollution. La plupart des gens favorisent verbalement le respect des accords de Kyoto, la lutte contre la pollution et la conservation de l'énergie, mais ils ne voudraient pas en payer le prix. « Les Québécois se disent écolos, mais ils rechignent [...] à payer la note »<sup>39</sup>. Selon eux, c'est aux



gouvernements et aux industries d'en assumer le coût. (Notons en passant que le Canadien moyen consomme un petit peu plus d'énergie que l'Américain moyen.)

Une façon simple de favoriser la conservation de l'énergie serait d'augmenter les taxes pour que l'électricité de nos maisons et l'essence de nos voitures coûtent nettement plus cher. En outre, ces mesures fiscales permettraient de consolider les finances gouvernementales. L'Europe occidentale est plus efficiente que l'Amérique du Nord dans l'utilisation de l'énergie, justement parce que l'énergie y coûte plus cher depuis longtemps. Mais de telles mesures provoqueraient ici des clameurs indignées. Pourtant, les consommateurs constituent en majeure partie les pollueurs. Selon le principe du pollueur-payeur, ils devraient payer.

### Profiter de la vie

Cherchons à situer les problèmes économiques évoqués ici par rapport à l'évolution des mentalités durant la deuxième moitié du vingtième siècle. Au cours de l'histoire, les familles riches ont toujours été confrontées au problème de l'éducation de leurs enfants. Comment faire pour que ces enfants nés dans la richesse continuent de travailler sérieusement plutôt que de dilapider progressivement le patrimoine familial ? Lorsque les parents riches étaient trop occupés pour suivre de près l'éducation de leurs enfants, bon nombre de ces derniers ont décidé qu'ils avaient le droit de profiter de la vie plutôt que de s'imposer une vie de labeur. Dans le meilleur des cas, la fortune de ces enfants devenus adultes leur permettait de se consacrer à diverses activités culturelles. (Être millionnaire et vivre comme un artiste, n'est-ce pas le souhait de la plupart d'entre nous ?) Dans le pire des cas, ces héritiers fréquentaient les maisons de jeu et de débauche.

Néanmoins, autrefois, les tentations de mener une vie de plaisir étaient circonscrites en des endroits particuliers. En se tenant loin de ces endroits de dissipation, on évitait les tentations qui ne venaient pas harceler les gens chez eux. Aujourd'hui, avec la télévision et Internet, les jeunes sont exposés sans cesse à des modèles de vie dissipée auxquels ils peuvent s'identifier facilement. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'augmentation du niveau de vie a permis à bien des enfants de la classe moyenne d'ambitionner de vivre comme ces enfants de riches autrefois.

Déjà, la génération des baby-boomers avait commencé à prendre la vie du bon côté, tout en gardant quelques réflexes de prudence. Leurs enfants ont jugé qu'ils étaient sur la terre pour avoir du bon temps. Aussi, la dette par habitant a quintuplé

au Canada depuis 1980, et elle a été multipliée par sept aux États-Unis. L'épargne des ménages est devenue négative. Au Québec, les dettes personnelles atteignent en moyenne 125 % du revenu annuel<sup>40</sup>. (L'épargne des ménages y est descendue à 1,2 %.) Ce qui veut dire qu'on paie en intérêts un impôt supplémentaire d'environ 10 % de son revenu annuel. Comparativement aux autres provinces, le gouvernement du Québec est aussi très endetté envers la finance internationale. Et une bonne partie de nos impôts sert à payer les intérêts sur cette dette.

### La souveraineté endettée

Un peuple de consommateurs surendettés ne peut pas rester ou devenir souverain. Les États-Unis n'osent plus prendre de mesures protectionnistes pour freiner l'effritement rapide de leur base industrielle. La Chine et le Japon leur ont prêté des milliers de milliards de dollars pour qu'ils continuent à acheter les produits de leurs industries asiatiques en plein développement. En outre, de nombreuses compagnies, que l'on croit encore nord-américaines, ont déjà des propriétaires étrangers.

La souveraineté politique d'une nation sans la souveraineté économique ne serait qu'apparence. En coulisses, le gouvernement devrait se plier aux exigences de la finance internationale. La première étape pour devenir souverain serait d'apprendre à produire plus que ce que l'on consomme. Mais nous ne semblons pas nous orienter dans cette direction. En outre, nous devenons moins maîtres chez nous, parce que des compagnies canadiennes passent progressivement aux mains des étrangers. Les bénéfices de ces compagnies s'en vont enrichir l'étranger.

En 2006, pour la première fois depuis longtemps aux États-Unis, les dividendes et intérêts partant à l'étranger dépassent les dividendes et intérêts venant de l'étranger. Le « colonialisme » financier américain vient de s'inverser. La proportion des obligations du Trésor américain dues à des étrangers a augmenté de 23 à 44 % entre 1995 et 2006. Au Québec, il est symbolique d'observer que les produits naturels Adrien Gagnon appartiennent à des Chinois. Il nous faudra devenir plus performants si nous voulons rester relativement riches<sup>41</sup>.

### L'immigration comme investissement ?

L'immigration est-elle un investissement ? Serait-il possible de faire travailler les immigrants pour qu'ils puissent payer nos pensions et nos frais de maladie ? Je n'ai pas fait le tour de la question, mais quelques données statistiques m'en font douter. Selon le journaliste en économie Daniel Stoffman, la politique d'immigration au Canada est inefficente.

Seulement 23 % des immigrants sont choisis au moyen d'une grille d'évaluation de leur apport économique potentiel pour le Canada. Avec leur conjoint(e) et leurs enfants, ils constituent environ 40 % des immigrants.

Les 60 % restants deviennent résidents permanents sans considération de leur apport économique potentiel. Ainsi, il n'est pas étonnant que les immigrants soient deux fois plus souvent en chômage (11,5 %) que les gens nés au Canada (4,9 %), et qu'ils représentent souvent un poids pour les services sociaux. Selon Claude Picher, l'immigrant type paierait 4 706 \$ en impôts, mais recevrait 11 550 \$ en services gouvernementaux.

Selon Lysiane Gagnon, « le chômage touche plus durement qu'ailleurs les immigrants installés au Québec depuis plus de cinq ans ». L'intégration économique des immigrants serait ainsi plus difficile au Québec que dans d'autres provinces. En outre, selon Radio-Canada, les quatre cinquièmes des immigrants investisseurs qui ont apporté des capitaux avec eux quitteraient la province après quelques années<sup>42</sup>. En somme, le Québec garderait proportionnellement plus d'immigrants intéressés à ses services sociaux que d'immigrants ambitieux et travailleurs.

Enfin, certaines catégories d'immigrants et leurs adolescents constituent une source disproportionnée de criminalité violente. Ces jeunes immigrants semblent avoir adopté une valeur occidentale contemporaine de façon caricaturale en se faisant fréquemment tatouer : « Get rich or die »<sup>43</sup> ! De tels immigrants violents favorisent-ils la productivité économique d'un pays ? À partir des données précédentes, on peut douter que l'immigration, telle qu'elle s'effectue actuellement, soit un bon investissement économique.


## Que nous réserve l'avenir ?

Pour paraphraser Karl Marx, le système sociocapitaliste porte en lui les germes de sa détérioration. Les gouvernements utilisent la flatterie et des promesses partiellement creuses de prise en charge pour obtenir le vote de leurs électeurs. Les entreprises commerciales font croire aux consommateurs que leur soi intérieur est unique et remarquable, et par conséquent qu'ils méritent ou ont le droit d'acquiescer tous les biens qui leur sont offerts.

Ainsi, les commerçants souhaitent des consommateurs narcissiques et impulsifs. Par contre, les entreprises souhaitent des employés modestes, consciencieux et pouvant s'adapter aux frustrations psychosociales du travail. Un même individu devrait ainsi avoir une personnalité hédoniste en tant que consommateur et une personnalité austère en tant que producteur. La personnalité du consommateur hédoniste prenant souvent le dessus, les citoyens s'endettent et cherchent à obtenir des emplois privilégiés dans lesquels ils échappent à l'obligation de résultat.

En conclusion, si nous voulons tout à la fois maintenir notre niveau de vie, consolider les services de l'État, restreindre la pollution et résister à la compétition industrielle venant de pays comme la Chine et l'Inde, il nous faudra réapprendre à épargner et à améliorer notre productivité. Si nous ne le faisons pas, nous aurons à nous adapter à un appauvrissement relatif<sup>44</sup>. Comment le ferons-nous ? Ferons-nous des crises émotives répétées pour exprimer notre sentiment d'être victimisés ? Ou participerons-nous avec hargne à des conflits sociaux incessants ? Saurons-nous établir de nouvelles priorités ? On verra bien ! ☹

\*\*\*\*\*  
Ancien président des Sceptiques du Québec, Philippe Thiriart détient une maîtrise en psychologie et une maîtrise en études religieuses.



**La lecture du *Québec sceptique* suscite en vous  
des commentaires ou des critiques ?**

**Vous êtes en désaccord avec les propos tenus ?**

***Réagissez !***

redacteur@sceptiques.qc.ca

Les Sceptiques du Québec, case postale 49067, Montréal QC, H1N 3T6

## Références et notes

1. DE GRANDPRÉ, Hugo. « Les Québécois optimistes face aux perspectives économiques », *La Presse* (23 juin 2007), p. A3. PICHER, Claude. « La crise ? Quelle crise ? », *La Presse* (1<sup>er</sup> sept. 2007), p. 5 du cahier Affaires. Le présent article poursuit une réflexion entamée dans THIRIART, Philippe. « Le bonheur par la consommation ? », *Le Québec Sceptique* n° 63 (été 2007), p. 36-43. L'auteur remercie Michel Virard, Claude Garcia, Francine Boucher, Loïc Thérien, Louis Dubé, Robert Léveillé et Jean Bélanger pour leurs commentaires à propos d'une version préalable de cet article (avril 2007). Ces personnes n'endossent pas nécessairement toutes les positions adoptées ici. Remerciements à Aline Chénard pour *La Presse* de Montréal.
2. WHEELAN, Charles. *Naked Economics (Undressing the Dismal Science)*, W.W. Norton & Co., New York, 2002, 260 p. (p. 158). Cet ouvrage se distingue parmi les sept ou huit livres de vulgarisation économique que j'ai lus ces dernières années. Il présente de façon équilibrée les dilemmes économiques qu'une société doit négocier. Pour un résumé du darwinisme, voir THIRIART, Philippe. « L'insoutenable légèreté du darwinisme », *Le Québec sceptique* n° 60 (été 2006), p. 40-47.
3. Les facteurs qui ont mené à la baisse des taux d'intérêt sont présentés par Alan GREENSPAN, ancien président de la Réserve fédérale américaine, dans son tout récent ouvrage *Le temps des turbulences*, JC Lattès, Paris, 2007, 679 p.
4. PARKIN, Michael, Robin BADE, Benoît CARMICHAEL. *Introduction à la macroéconomie moderne*, ERPI, Saint-Laurent (Québec), 2005, pp. 189, 100 et 174.
5. FORTIN, Pierre. « Contre la consommation gloutonne », *L'Actualité* (15 octobre 2007), p. 47.
6. PAQUET, Stéphane. « Un peuple d'importateurs », *La Presse* (14 septembre 2007), p. 1-3 du cahier Affaires.
7. Cité par BARRETTE, Cyrille. *Mystère sans magie*, Éditions MultiMondes (Québec), 2006, p. xvii.
8. La distinction entre la satisfaction sociocognitive et le bonheur de base est présentée dans : THIRIART, Philippe. « Le bonheur par la consommation ? », op. cit. Après avoir écrit cet article traitant du bonheur, j'ai pris connaissance d'une remarquable synthèse à propos de la problématique du bonheur dans une perspective psycho-évolutionniste : NETTLE, Daniel. *Happiness (The Science Behind Your Smile)*, Oxford University Press (Angleterre), 2006, 216 p.
9. FICHER, Claude. « Trudeau, le désastre économique », *La Presse*, (8 septembre 2007), p. 12 du cahier Affaires.
10. Alain Dubuc présente de façon claire de nombreuses notions économiques relatives au Québec dans son ouvrage *Éloge de la richesse* (Voix parallèles, Montréal, 2006, 335 p.). Par contre, Alain Dubuc exagère l'influence du revenu pour le bonheur (p. 71), il semble croire en l'utilité de poursuivre des études supérieures quelles qu'elles soient, et il ne se demande pas dans quelle mesure le traitement médical des maladies contribue effectivement au bien-être. Pour sa part, Nathalie Elgrably écrit un plaidoyer radical en faveur du libre marché et de la limitation des interventions de l'État avec *La face cachée des politiques publiques* (Les Éditions Logiques (Outremont), 2006, 336 p.).
11. TISON, Marc. « Maman ! Moi aussi, je veux une carte de crédit ! », *La Presse* (17 juin 2007), p. 3 du cahier Affaires.
12. « Selon CAA-Québec, le coût d'utilisation d'une voiture compacte [neuve] qui roule 24 000 km par année est de 11 811 \$ », cité par TISON, Marie. « Métro de Laval : impacts économiques incertains », *La Presse* (28 avril 2007), p. 2-3 du cahier Affaires. RUBY, Françoise. « Chères autos », *Protégez-vous* (juin 2001), p. 38.
13. C'est entre autres la position de Stephen Jarislowsky, conseiller financier respecté. JARISLOWSKY, Stephen A. *Dans la jungle du placement (Comment j'ai tiré mon épingle du jeu)*, Transcontinental (Montréal), 2005, pp. 17, 47 et 91.
14. TISON, Marc. « Combien vous coûtera la possession de votre maison cette année ? », *La Presse* (5 mars 2005), p. 3 du cahier Mon toit. L'achat d'un bungalow toucherait 36 % du revenu moyen avant impôts dans la région de Montréal, selon LA PRESSE CANADIENNE, « Dur dur de devenir propriétaire », *La Presse* (13 septembre 2007), p. 12 du cahier Affaires. DUBUC, André. « Il peut [parfois] être payant d'acheter un condo pour le louer », *Les Affaires* (10 mars 2007), p. 40.
15. « Vers une crise des finances publiques », *Le Journal de Montréal* (11 mai 2007), p. 22. La valeur d'une maison ou d'un appartement en copropriété dépend essentiellement de l'offre et de la demande. Ici, je ne prends pas en considération l'offre des appartements en copropriété par rapport à leur demande future, parce que je ne dispose pas de suffisamment d'information à ce propos. Mais de façon générale, il me semble qu'il en coûte plus cher pour devenir propriétaire d'un appartement en copropriété que pour en être locataire.
16. BLOOMBERG, « Record de saisies immobilières aux États-Unis », *La Presse* (7 septembre 2007), p. 8 du cahier Affaires. J'ai écrit l'essentiel du présent article au printemps 2007, avant l'accélération de la crise financière des hypothèques aux États-Unis. En effet, les avertissements ne manquaient pas depuis deux ans. STIGLITZ, Joseph E. « L'année [2006] des grands risques », *La Presse* (31 décembre 2005), p. A19. PELLETIER, Réal. « Quelle bulle après celle de l'immobilier ? », *La Presse* (17 juin 2005), p. 4 du cahier Affaires.
17. D'après une étude économique du Mouvement Desjardins résumée dans *La Presse* (17 juin 2007), p. 2 du cahier Affaires.
18. Voici une approche financièrement plus rentable pour vivre dans une maison. Deux bons amis achètent chacun une maison selon les goûts de l'autre. Ils se louent réciproquement leur maison. Ainsi, les frais encourus (intérêts hypothécaires, impôts fonciers, réparations, entretien) peuvent être déduits du revenu de location. À la revente d'une maison, seule la moitié du gain en capital sera imposée, si gain en capital il y a.

19. Pour un tour d'horizon de l'état des finances aux États-Unis, voir : PANZNER, Michael J. *Financial Armageddon*, Kaplan, New York, 2007, 239 p.
20. NANTEL, Jacques. « Jusqu'à la limite de l'élastique », *La Presse* (23 août 2007), p. A21.
21. Lorsqu'on ne possède rien, on ne paie pas d'impôts et on obtient davantage d'aide gouvernementale, aide qui permet de survivre mais non d'avoir accès au confort (automobile, voyages). Mais si cette pratique se répand, elle mettra en difficulté les créanciers qui paieront eux aussi moins d'impôts, ce qui laissera moins d'argent aux gouvernements pour fournir de l'aide. Les États-Unis ont récemment changé leur loi pour que les gens ne puissent plus se débarrasser de toutes leurs dettes en déclarant faillite. Selon PANZNER, Michael J. *Financial Armageddon*, pp. 11, 77, 84 et 89.
22. PARKIN, Michael. *Introduction à la macroéconomie moderne*, p. 167. Selon Claude Picher, « Le problème du Canada, c'est que sa productivité augmente moins rapidement que dans les autres grands pays industrialisés », *La Presse* (17 novembre 2007), p. 5 du cahier Affaires. En outre, « En Amérique du Nord, [les employeurs recherchent] des représentants de commerce, des ingénieurs et des techniciens », selon Michel Munger, « Deux employeurs sur trois manquent de travailleurs qualifiés » (*La Presse* (22 février 2007), p. 16 du cahier Affaires).
23. STEIN, Janice Gross. *The Cult of Efficiency*, Anansi Press, Toronto, 2002, p.113, p. 265 note 40.
24. KROL, Ariane. « Mieux vaut être riche et en santé », *La Presse* (21 avril 2007), p. 8 du cahier Plus. TOUZIN, Caroline. « Alcool et grossesse », *La Presse* (18 mai 2007), p. A6. MALBOEUF, Marie-Claude. « Des excès coûteux. En 2002, l'abus des substances a coûté près de 40 milliards aux Canadiens », *La Presse* (26 avril 2006), pp. A1 et A20. Je dirais que le gouvernement favorise l'alcoolique modéré, celui qui ne fait pas de scandale, mais qui s'écrase devant la télévision le soir, qui se lève péniblement le matin, qui travaille au ralenti en maugréant, qui consomme deux unités d'alcool le midi, qui à partir de 16 h a hâte de quitter son travail pour aller boire son premier verre de la soirée.
25. PARKIN, Michael. *Introduction à la macroéconomie moderne*, p. 392. Comme je crois aux limites qu'un faible quotient intellectuel impose aux gens, je prétends que seulement une petite majorité des diplômés du secondaire pourrait devenir performante en langues, en mathématiques et en sciences. Voir THIRIART, Philippe. « L'hérédité de l'intelligence : Les enjeux philosophiques et sociopolitiques », *Revue Tirés à part, la psychologie et son enseignement*, vol. 10, Collège de Bois-de-Boulogne, Montréal (septembre 1989), p. 49-54. Curieusement, le quotient intellectuel des jeunes d'aujourd'hui s'est accru par rapport à ceux d'il y a cinquante ans. Mais ils ne disposent pas d'un vocabulaire plus étendu, ils ne sont pas plus informés qu'autrefois, et ils ne sont pas davantage doués pour les raisonnements quantitatifs. Selon FLYNN, James R. « Solving the IQ Puzzle », *Scientific American Mind* (octobre 2007), p. 24-31. Voir aussi LARIVÉE, Serge et al. « Dossier : intelligence », *Le Québec sceptique* n° 60 (été 2006), p. 48-66.
26. GREENSPAN, Alan. *Le temps des turbulences*, chapitre 21 : « Les inégalités de l'éducation et du revenu », p. 500-520. Pour des données statistiques à propos de la baisse de productivité de l'enseignement, voir THIRIART, Philippe. « Familles morales, ouverture à la science et pensée magique », *Le Québec sceptique* n° 62 (printemps 2007), p. 49-55.
27. « Collèges d'enseignement général et professionnel » accueillant des étudiants ayant déjà suivi onze années de scolarité. Les programmes pré-universitaires durent en principe deux ans et les programmes professionnels (techniques) durent trois ans.
28. Jeune étudiant, je pensais m'orienter en physique à l'université, mais les promesses de la psychologie m'ont séduit. À la longue, j'ai découvert la faible efficacité des interventions psychosociales professionnelles compte tenu de leurs coûts élevés.
29. Selon FONTAINE, Hugo. « Moins de maths pour entrer au cégep », *La Presse* (6 septembre 2007), p. A5. Cette baisse des exigences devrait notamment faciliter le recrutement des élèves en soins infirmiers. Mais le travail d'infirmière requiert assez souvent de faire des dilutions de médicaments en utilisant la notion mathématique de proportion. Pour une présentation des motifs idéologiques justifiant le fait de faire passer le maximum d'élèves, voir : THIRIART, Philippe. « Familles morales, ouverture à la science et pensée magique », op. cit.
30. THIRIART, Philippe. « L'éducation supérieure pour tous : Un mirage ? » *L'Orientation* (Québec), vol. 2, n° 1 (1987), pp. 12-14.
31. *Revue Commerce* (avril 2007), p. 14.
32. Je suis désolé quand j'entends des parents déclarer : « L'important est que mon fils (ou ma fille) finisse par découvrir ce qui l'intéresse vraiment ». Comme s'il y avait quelque part une occupation qui correspondrait tellement bien à notre soi profond que nous y réussirions pleinement sans souffrance. Depuis longtemps, je me renseigne à propos des recherches en psychologie de l'orientation professionnelle. Il en résulte qu'il est important de choisir une occupation qui ne soit pas contraire à nos intérêts (tels que répertoriés par un test comme l'Inventaire Strong des intérêts professionnels). Dans ce cas de contrariété, les gens finissent le plus souvent par décrocher et changer de domaine. Par contre, le fait de bien partager les intérêts des gens qui réussissent dans une occupation ne garantit pas qu'on y réussira soi-même. Pour bien réussir, il faut encore posséder les capacités intellectuelles requises, être consciencieux et savoir s'adapter à des contraintes psychosociales. En somme, la situation normale pour la plupart des gens est de se contenter de gagner leur vie dans un domaine qui ne soit pas contraire à leurs intérêts.
33. VALLANCOURT, François et Irène HENRIQUES. « La rentabilité des études collégiales », *Recherches sociographiques*, vol. 27, n° 3 (1986), p. 481-493. Les raisonnements présentés ici sont d'autant plus valables que, depuis vingt ans, le nombre de diplômés universitaires dans les domaines culturels a augmenté plus vite que le nombre d'emplois offerts dans ces domaines.

34. VEENHOVEN, Ruut. « Progrès dans la compréhension du bonheur », *Revue québécoise de psychologie*, (Numéro spécial : Le bonheur), vol. 18, n° 2 (1997), p. 53-54. Le Hollandais Ruut Veenhoven est un spécialiste de renommée internationale qui coordonne des enquêtes à propos du bonheur dans 95 pays. LA PRESSE CANADIENNE, « Les Canadiens sont heureux », *La Presse* (4 septembre 2007), p. A15.
35. Deux sources d'information sont *Le temps des turbulences* de Alan Greenspan et *Financial Armageddon* de Michael J. Panzner, op. cit. Les deux auteurs s'accordent assez à propos des statistiques de base, mais ils en tirent des projections différentes. Sous réserve que plusieurs conditions soient respectées, Alan Greenspan se déclare modérément optimiste en ce qui concerne le développement économique nord-américain (mais il y aura nécessairement de nombreux perdants individuels). Michael J. Panzner, quant à lui, annonce un effondrement systémique de l'économie nord-américaine. Voici quelques données statistiques résumées par Panzner : « Les ménages dépensaient 13,75 % de leurs revenus après impôts pour le paiement de l'intérêt et du capital sur leurs dettes à la fin de 2005 » (p. 8). Toujours en 2005, 10 % des propriétaires de maison étaient liés à une hypothèque dont le montant était supérieur à la valeur de la maison ; pour 30 % des propriétaires, le montant de l'hypothèque équivalait à la valeur de la maison (p. 9). En 2005, les activités bancaires reliées aux hypothèques représentaient 62 % des recettes des banques commerciales (p. 13). La différence entre ce que les États-Unis consomment et ce qu'ils produisent approche de 7 % (p. 5). Ainsi, jour après jour, les Américains consomment 7 % de plus que ce qu'ils produisent. Cet écart est financé par un endettement croissant. « Le rapport entre la dette totale et le produit intérieur brut, une mesure de la production économique des États-Unis, s'est élevé à plus de 300 % en 2005, ce qui dépasse le record de 290 % atteint juste avant le crash boursier de 1929 » (pp. 8 et 9).
36. Voici un ouvrage classique à ce propos : KENNEDY, Paul. *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict From 1500 to 2000*, Random House, New York, 1987, 678 p. En français : *Naissance et déclin des grandes puissances : Transformations économiques et conflits militaires entre 1500 et 2000*, Petite bibliothèque Payot, n° 63. Voir aussi : TODD, Emmanuel. *Après l'empire : Essai sur la décomposition du système américain*, Gallimard NRF, Paris, 2002, 233 p. ADAMS, Charles. *For Good and Evil: The Impact of Taxes on the Course of Civilization*, Madison Books, New York, 2001, 541 p. BONNER, William et Addison WIGGIN. *L'Empire des dettes, à l'aube d'une crise économique épique*, Les Belles Lettres, Paris, 2006, 400 p.
37. PICHER, Claude. « Pas si mauvais que ça, le Québec », *La Presse* (11 septembre 2007), pp. 1 et 6 du cahier Affaires. L'ouvrage de DUBUC, Alain. *Éloge de la richesse*, op. cit., présente en détail la situation économique du Québec.
38. « Les déficits commerciaux [des États-Unis] se sont accrus avec les deux partenaires de l'ALENA [Canada et Mexique] », selon Alain Noël dans *L'état du monde 2006 : Annuaire économique et géopolitique mondial* (La Découverte/Boréal, Montréal, 2005, p. 349). Voir aussi : PICHER, Claude. « Le poids lourd américain et ses difficultés », *La Presse* (10 mars 2007), pp. 1 et 4 du cahier Affaires. À propos de la faiblesse du Québec, voir : PAQUET, Stéphane. « Un peuple d'importateurs », *La Presse* (14 septembre 2007), pp. 1, 2 et 3 du cahier Affaires.
39. LEWANDOWSKI, René. « Beaux parleurs, petits faiseurs », *L'Actualité* (1<sup>er</sup> mai 2007), p. 42. CARDINAL, François. « Un Québec écolo ? Pas si sûr... », *La Presse* (14 avril 2007), p. 1-3 du cahier Plus. CARDINAL, François. *Le mythe du Québec vert, Voix parallèles*, 2007. Selon François Cardinal, environ 25 % des matériaux placés dans les bacs de récupération sont effectivement recyclés. À propos de la consommation plus élevée d'énergie au Canada, voir : DOUTHAT, Ross. « The God of Small Things », *The Atlantic* (janvier 2007), pp. 120, 122-125. Ainsi que : *L'état du monde 2006 : Annuaire économique et géopolitique mondial*, La Découverte/Boréal, Montréal, 2005, p. 353.
40. *La Presse* (31 mars 2007), p. A24. La multiplication de l'endettement ne tient probablement pas compte de l'inflation. Mais même si on divise ces nombres par deux et demi, ils demeurent inquiétants. À propos du taux d'endettement de 125 %, voir : GENDRON, Louise. « Les cigales sont fauchées », *L'Actualité* (1<sup>er</sup> mai 2007), p. 32. Et NANTEL, Jacques. « Jusqu'à la limite de l'élastique », *La Presse* (23 août 2007), p. A21.
41. FOX, Justin. « Buy American! China does. The Saudis too. Loaded with dollars, they are buying U.S. assets. Is that good? », *Time* (4 juin 2007), p. 43. LA PRESSE CANADIENNE, « Les achats d'entreprises canadiennes par des étrangers suscitent de l'inquiétude », *La Presse* (7 septembre 2007), p. 8 du cahier Affaires. GREENSPAN, Alan. *Le temps des turbulences*, p. 459.
42. STOFFMAN, Daniel. *Who Gets In: What's wrong with Canada's immigration program - and how to fix it*, Macfarlane Walter & Ross, Toronto, 2002, 206 p. « Le chiffre du jour : 11,5 % », *La Presse* (11 septembre 2007), p. 1 du cahier Affaires. PICHER, Claude. « L'immigration, un fardeau financier », *La Presse* (11 octobre 2005), p. 6 du cahier Affaires. GAGNON, Lysiane. « Le chômage des immigrés », *La Presse* (22 septembre 2007), p. 6 du cahier Plus. Les immigrants investisseurs quittent le Québec, selon le bulletin de nouvelles diffusé à 8 h le 18 septembre 2007 à la Première Chaîne de Radio-Canada (95,1 FM).
43. TOUZIN, Caroline. « Cité des Prairies. Le bout de la ligne », *La Presse* (5 septembre 2007), pp. A2 et A3.
44. DOSTIE, Benoit. « Travailler, c'est trop dur... », *La Presse* (15 avril 2007), p. A15. SAMSON, Alain. *La simplicité involontaire : 10 vérités que les Québécois refusent d'entendre*, Les Éditions Transcontinental, Montréal, 2006, 147 p. BOIVIN, Jean et Robert GAGNÉ. « Il faut s'améliorer ! Pour maintenir notre niveau de vie, nous devons trouver les moyens d'augmenter notre niveau de productivité. », *La Presse* (5 septembre 2007), p. A21. Voir aussi le film documentaire québécois *L'illusion tranquille* (2007).